

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 331/04

AMR 41/053/2004 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

MEXIQUE Les membres de la population zapotèque de la région de Loxicha, dans l'État d'Oaxaca

ainsi que les membres d'organisations indigènes locales, comme l'*Unión de los Pueblos contra la Represión y la Militarización de la region de Loxicha*

Londres, le 8 décembre 2004

Leoncio Luna Antonio, un militant politique, a été abattu le 7 novembre à Santa Cruz, un village zapotèque situé dans la région de Loxicha (État d'Oaxaca). Depuis le début de l'année, quatre autres Zapotèques ont été tués dans des violences à caractère politique. Les autorités de l'État d'Oaxaca ne protègent pas les communautés indigènes et n'ont pas traduit en justice les responsables présumés de ces violences. Les militants de l'opposition et les personnes luttant pour l'élargissement des droits des indigènes sont particulièrement exposés au danger.

Leoncio Luna Antonio militait au sein d'une coalition de partis d'opposition, la *Coalición Todos Somos Oaxaca*, ce qui lui avait valu, selon certaines informations, d'être la cible de menaces de mort. Ses assassins présumés entretiendraient des liens avec le cacique de la région, un responsable politique proche du *Partido Revolucionario Institucional* (PRI, Parti révolutionnaire institutionnel), le parti au pouvoir dans l'État d'Oaxaca.

Lino Antonio Almaraz, militant en faveur des droits des indigènes, a été abattu le 30 septembre. Il appartenait à une organisation non gouvernementale (ONG) locale de défense des droits des indigènes, l'*Union de los Pueblos contra la Represión y la Militarización en la region de Loxicha* (UPCRMRL). Il avait fait campagne durant la période précédant les élections locales, qui se sont tenues en octobre et novembre. Selon des informations récentes émanant de la famille de cet homme, des hommes armés proches des caciques locaux sont toujours dans la région et cherchent à intimider ses habitants.

Les ONG locales ne sont pas en mesure de se rendre dans les localités indigènes de la région de Loxicha afin de recenser les homicides, les menaces et les actes d'intimidation, ce qui a permis aux autorités de l'État d'Oaxaca d'exclure l'idée que ces violences soient de nature politique.

Les récentes élections se sont déroulées conformément aux traditions indigènes, mais l'annonce des résultats a été différée en raison de litiges concernant les procédures suivies pendant le scrutin. Entre-temps, les autorités de l'État ont placé la municipalité de Loxicha sous l'autorité d'une administration provisoire non élue, ce qui a rendu la situation encore plus explosive qu'elle ne l'était.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis l'émergence, en 1996, de l'*Ejército Popular Revolucionario* (EPR, Armée populaire révolutionnaire), un groupe d'opposition armé, dans le sud du Mexique, la violence et la répression politique se sont abattues sur la région de Loxicha, dans l'État d'Oaxaca. Au cours des quatre années qui ont suivi, les forces de sécurité ont mené des opérations à la suite desquelles un très grand nombre d'habitants de la région ont été arrêtés et torturés ; beaucoup ont été jugés sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Depuis 1996, au moins 40 ont été tués au cours de violences à caractère politique.

Les autorités de l'État d'Oaxaca n'ont jamais pris de mesures impartiales pour garantir les droits des habitants de cette région et favorisent les factions proches du *Partido Revolucionario Institucional* (PRI, Parti révolutionnaire institutionnel). Ceux qui ont cherché à limiter l'influence exercée par les caciques sur les scrutins organisés au sein des communautés indigènes ont souvent été victimes de la violence politique.

Au Mexique, un grand nombre de communautés indigènes vivent dans le dénuement le plus total et sont confrontées à des violences extrêmes. Les autorités des États à forte population indigène, en particulier dans le sud du pays, contribuent souvent à faire perdurer cette situation en soutenant activement l'administration des caciques, ou parce qu'elles ne font rien de concret pour

résoudre les problèmes qui ont conduit à la marginalisation de ces communautés, en garantissant, par exemple, leur accès aux services de santé, à l'éducation, aux transports et à la terre.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par les homicides dont ont été victimes Lino Antonio Almaraz et Leoncio Luna Antonio, et exhortez les autorités à prendre des mesures immédiates en vue de protéger la population zapotèque de la région de Loxicha ;

– appelez-les à garantir la sécurité des membres d'organisations de défense des droits des populations indigènes de la région, comme l'*Union de los Pueblos contra la Represión y la Militarización en la region de Loxicha* (UPCRMRL), afin qu'ils puissent poursuivre leurs activités légitimes sans crainte de représailles ;

– demandez instamment qu'une enquête impartiale et détaillée soit conduite dans les meilleurs délais sur ces deux homicides, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice.

APPELS À :

Gouverneur de l'État d'Oaxaca :

Ulises Ruiz Ortiz
Gobernador del Estado de Oaxaca
Palacio de Gobierno, Bustamante s/n, Oaxaca
Oaxaca 68000
Mexique
Fax : +52 951 51 637 37

Formule d'appel : *Señor Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

Procureur général de l'État d'Oaxaca :

Lic. Patricia Villanueva Abraján
Procuradora del Estado de Oaxaca
Avenida Luis Echeverría s/n, La Experimental
San Antonio de la Cal, Oaxaca
Oaxaca 71236, Mexique
Fax : +52 951 51 1 5519

Formule d'appel : *Estimada Procuradora*, / Madame le Procureur général,

Commission des droits humains de l'État d'Oaxaca :

Dr. Sergio Segreste Rios
Presidente de la Comisión de Derechos
Humanos del Estado de Oaxaca
Calle de los Derechos Humanos No. 210
Col. América
68050, Oaxaca
Mexique

Fax : +52 951 51 35185 (Si une personne décroche, veuillez dire : "*me da tono de fax por favor*")

Formule d'appel : *Estimado Señor*, / Monsieur,

COPIES À :

ONG de défense des droits indigènes :

Unión de Pueblos contra la represión y militarización de la Región de Loxicha (UPCRMRL)
Calle Armenta y López No. 319, int.2, Oaxaca, México , C.P.68000
Mexique

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 19 JANVIER 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*